

100 milliards d'euros pour obtenir l'amour des banlieues... et arriver aux émeutes et à Theo...

écrit par Lou Mantély | 17 février 2017

France et banlieues, une histoire d'amour à 100 milliards d'euros

« *La vertu est volonté de périr et flèche de l'infini désir* », écrivait Nietzsche. Nos vertueux politiciens, tout emplis de belles consciences stoïciennes, ne lésinent pas sur les milliards pour amadouer les quartiers chauds. C'est bien naturel : il ne manquerait plus que les chances-pour-la-France ne bénéficient pas, en plus de notre système de santé, de nos prestations sociales, de nos institutions, de nos services, de notre patrimoine, de notre gastronomie et de notre mansuétude, d'un peu d'argent de poche et de jolis abribus tout en couleur. On ne va pas commencer à chipoter.

Les banlieues et la France, une belle histoire d'amour. Une histoire qui naît en 1977 : suite au [Rapport Peyrefitte](#), qui pointe déjà la tolérance prégnante entre prolétaires français et nouveaux arrivants, plusieurs ministères se donnent rendez-vous pour « apporter des réponses à la violence ». Au menu : réaménagements urbains, réorganisation de la justice, augmentation des effectifs policiers, créations de maisons de quartier...

La flamme est déclarée. Néanmoins, la belle banlieusarde se fait encore désirer : en 79 à Vaux-en-Velin, puis à l'été 81 à Vénissieux et Rieux-la-Pape, des émeutes éclatent. Le Rapport Figéat estime qu'il reste du chemin à parcourir, on veut bien le croire. Une commission va alors accoucher des fameuses

« ZEP », ou « Zones d'éducation prioritaire », doux euphémisme pour désigner ce qui apparaît déjà comme des territoires à l'impossible reconquête.

Les blandices sont vaines. Le politique ne se laisse pourtant pas abattre. C'est qu'il a un cœur gros comme ça. Il a aussi des « responsabilités » et, pourquoi pas, deux ou trois électeurs à engranger dans ces « ZEP ». Il confie, dans un désintéressement touchant, leur réaménagement urbain à Roland Castro, un architecte qui se charge d'« embellir » les quartiers. La colère des jeunes ne désemplit pas, mais cette fois-ci, on comprend pourquoi.

<http://www.ina.fr/video/CAB89019821>

On dépense, on dépense, mais la banlieue ne vote toujours pas, n'aime toujours pas la France et continue à violenter. Mais c'est bien connu, en amour, on ne compte pas. On poursuit donc en 1985 (les « CAP'S »), puis avec Juppé (« ZFU »), Jospin (l'équivalent de neuf milliards d'euros de cadeaux sur six ans, s'il vous plaît), Borloo (« PNRU »), Amara (« Espoir banlieue », au moins le nom est romantique) et Ayrault (« Emplois francs », avec une allusion historique qui laisse rêveur). Pour ne citer que les tentatives les plus audacieuses.

Au total : la bagatelle de 100 milliards d'euros depuis quarante ans. Bien sûr, ce chiffre n'inclut pas les réparations après émeutes ou attaques de commissariats, l'argent soutiré à l'État ou aux commerçants via les trafics, les allocations familiales ou encore le coût des détenus dans les prisons. Je vous avais prévenus, quand on aime, on ne compte pas.

Xavier Raufer aussi nous avait prévenus, en 2009.

<http://www.xavier-raufer.com/site/IMG/pdf/ValAct11-09.pdf>

Mais il n'a ni la créativité de Roland Castro, ni la gaieté de

Jamel, donc franchement, on a moins envie de tomber sous le charme.

Quant au prochain plan, c'est prévu pour quand ? Parce que nos « d'jeuns » ont bel et bien l'air de s'impatienter. A croire que ces grands gaillards virils apprécient qu'on leur fasse la cour.

A moins que ce ne soit leur manière de dire merci ?